

08.11.2011

CP: Le marché du lait doit-il emboîter le pas aux marchés financiers? Piste de solution pour l'approvisionnement laitier en Europe

La crise internationale de la dette et des finances ainsi que la crise sur le marché du lait partagent des origines communes. Dans un cas comme dans l'autre, les gouvernants ont esquivé leurs responsabilités en avançant l'excuse que chaque secteur fonctionnerait mieux une fois confié aux « mains » du marché. Partout dans le monde, les citoyens et les états constatent à quel point ce postulat est erroné et nous précipite dans de graves difficultés. Dans les semaines prochaines, l'UE prendra des décisions importants dans les secteurs financier et laitier. La confiance a déserté les citoyens et les citoyennes que les milieux politiques aient la volonté d'adopter des dispositions adéquates. Regagner cette confiance ne sera pas une mince affaire. Et pourtant, il s'agit de se mettre DES A PRESENT à l'ouvrage !

Le temps de l'innocence est révolu – nous avons besoin de prendre la mesure de la situation pour pouvoir réagir en conséquence

Qu'il s'agisse de la crise de la dette en Union européenne, de l'affaiblissement des banques ou de la crise du lait avec ses conséquences internationales, personne n'a le sentiment que les représentants politiques soient capables de maîtriser la situation. Les élus donnent l'impression d'être dépassés et en partie ignorants. Les connaissances et le courage politique leur font défaut. En outre, ils se laissent, entre autres, trop influencer par les intérêts des banques et ceux de l'industrie laitière. Pendant ce temps, les citoyens exigent, à juste titre, qu'enfin, une réaction efficace prenne forme.

Dans le secteur de la finance, les revendications citoyennes tendent vers une supervision plus efficace et plus rigoureuse des rouages financiers, un regain de transparence sur les marchés et l'instauration de garde-fous efficaces pour les nouveaux produits financiers.

Dans le secteur laitier, la revendication porte sur la création d'une agence de surveillance qui permettrait d'embrasser du regard la totalité du marché du lait et de suivre l'ensemble de ses mécanismes. A ces fins, l'agence collecterait des données pertinentes telles que les coûts de production, les prix ainsi que l'offre et la demande en lait et produits laitiers. Sur la base de ces informations, l'agence calculerait alors les ajustements de volumes, en d'autres termes, elle mesurerait le volume à produire dans le souci a) d'aligner l'offre sur la demande, b) de garantir aux producteurs le versement d'un prix rémunérateur pour leur lait et c) d'offrir aux consommateurs du lait et des produits laitiers au juste prix ! Telle est la voie à suivre pour sortir de la crise sur le marché du lait.

En revanche, la spéculation sur les denrées alimentaires, telle que prévue, par exemple, par la mise en place de marchés à termes pour le lait, produira des effets dévastateurs pour l'agriculture. Une poignée s'enrichira au détriment de ceux qui auront à subir cette spéculation. Les marchés financiers ont brillamment apporté la démonstration de cet engrenage auquel le marché du lait n'échapperait pas : nous avons besoin de règles sectorielles intelligentes, pas de spéculation ! Aujourd'hui, on évoque, à juste titre, la réintroduction, sur les marchés financiers, des règles précédemment abolies car force est de constater que l'absence de règles pose de graves problèmes. Le marché du lait également souffrira profondément de l'abolition désormais programmée de règles essentielles telles que les quotas et a grandement besoin d'un mécanisme similaire à une agence de surveillance.

Le mal dont souffre la finance contamine l'économie réelle et attise des conflits sociaux d'envergure. Un marché du lait mal en point affaiblit le secteur de l'agriculture et produit de graves effets négatifs sur le produit national brut (voir tableau?? Part du secteur laitier dans le PIB dans divers états-Membres de l'UE).

En l'occurrence, cet engrenage entraînera aussi des conflits sociaux liés, notamment, à la désertion démographique des régions rurales et à la suppression d'emplois, sans oublier la disparition de paysages culturels. La problématique sociale se trouvera encore exacerbée par la perte des recettes fiscales qui ne pourront plus alimenter les services sociaux. Pour nos consommateurs, une filière laitière moribonde signale la fin de l'accès à des aliments issus de la production locale ou nationale. En effet, la production laitière aura été concentrée dans quelques régions tandis qu'elle aura disparu dans de nombreuses autres. Comme dans le cas de la crise financière, ce sont les citoyens qui devront à nouveau régler l'addition.

Sommes-nous condamnés à répéter, encore et encore, les erreurs du passé? Gardant fraîchement en mémoire la crise économique des années 30, l'institut de recherche LEI (insitut d'économie agraire de l'Université de Wageningen) avait été créé, après la seconde guerre mondiale, à l'initiative des agriculteurs afin de prévenir les évolutions économiques néfastes. A l'instar de l'agence de surveillance décrite ci-dessus, cet institut recensait les coûts de production et calculait, sur la base de ces statistiques, un prix indicatif qui pouvait servir de référence fiable aux producteurs de lait lors des négociations avec les laiteries. En 2003, le prix du lait en UE fut dissocié de ce prix indicatif, avec pour conséquence les fluctuations problématiques du prix du lait et la crise actuelle de la filière laitière.

L'influence des banquiers et des gestionnaires sur le secteur financier et les pressions de l'industrie et des distributeurs sur la filière laitière sont néfastes au point de saper la totalité du système au détriment de la société. Nous sommes à la croisée des chemins. Les décisions politiques des prochains mois conditionneront les possibilités de survie de notre système et sa capacité à répondre aux intérêts des citoyens. La confiance est fortement ébranlée. Nous avons besoin de décisions judicieuses et efficaces. MAINTENANT!

Contact :

Relations presse EMB : Silvia Däberitz (DE, EN, ES): 0049 2381 4361 200

Pour une version .pdf de ce communiqué de presse cliquez [ici](#).

[<<< back](#)